

# **Lettre ouverte au Conseil d'État, au Service du Personnel de l'État de Vaud (SPEV) et aux médias**

Lausanne, le 10 décembre 2008

Madame, Monsieur,

Des préoccupations qui devraient être secondaires — nos conditions de travail — prennent le pas sur notre engagement auprès des élèves. Malgré des tentatives répétées de notre part d'entrer en contact avec les différents niveaux hiérarchiques de notre direction et avec la Cheffe du département, nos courriers ont au mieux reçu des accusés de réception. Voilà pourquoi une partie du personnel administratif et enseignant de l'OPTI-Centre (Organisme pour le perfectionnement scolaire, la transition et l'insertion professionnelle) s'est mis en grève ce mercredi 10 décembre.

L'opération Decfo-Sysrem, imposée par le Conseil d'État à tous les employés de la fonction publique, est injuste : elle prend aux uns pour donner aux autres et ce dans une opacité inacceptable — même si nous tenons à exprimer notre satisfaction de voir enfin revalorisées certaines catégories de la fonction publique.

Le personnel administratif et les enseignants de l'OPTI demandent au Conseil d'État — en particulier au Service du Personnel de l'État de Vaud (SPEV) — d'entendre leurs revendications : **égalité de traitement avec les autres employés de l'enseignement post-obligatoire ; prestations équivalentes pour les élèves du gymnase, de l'école professionnelle et de l'OPTI.**

Pour les grévistes de l'OPTI-Centre :

Marisa Schaller  
Josette Serathiuk  
Étienne Corbaz  
Chris Durussel